Réponse à l'interpellation de Monsieur Pierre Oberson : « Gestion lacunaire de l'occupation des cabanons de Vidy : Après la passivité des autorités, l'expulsion à la veille de Noël par la Justice ! »

La Municipalité répond de la manière suivante à l'interpellateur :

Question 1

Pourquoi la Municipalité n'a-t-elle pas détruit immédiatement ces cabanons lorsque les anciens locataires des jardins des Prés-de-Vidy se sont retirés ?

Réponse : Dans le préavis municipal No 2009/10 du 25 février 2009, traitant de la demande de crédit pour le déplacement des cabanons, aucun montant n'a été prévu pour la démolition des cabanons restants. Sous-chapitre 8.1 « Déménagement des cabanons », qui distingue entre les cabanons pouvant être déménagés et la cinquantaine de cabanons devant rester sur place, il est clairement mentionné (au 2^{ème} paragraphe) que : « les édifices de la première génération devront rester en place et être détruits dans le cadre des travaux ».

Au sous chapitre 8.3 « Indemnités » (au 2^{ème} paragraphe) il est encore mentionné que « dans le cas présent, les cabanons qui ne pourront être déménagés resteront sur place et seront démolis dans le cadre du futur chantier »

Selon la planification prévue en 2009, lors de la présentation de ce préavis, le chantier de mise en valeur du site devait s'ouvrir après la libération des terrains par l'Association des jardins familiaux, soit à fin 2010, au terme des récoltes. Le coût de la démolition des édifices devait être pris en charge par le futur investisseur désigné, à l'issue d'une procédure de concours d'investisseurs, pour réaliser le programme prévu au Prés-de-Vidy. Cette manière de procéder devait éviter à la Ville de payer l'assainissement et la démolition des édifices ainsi que l'évacuation et le traitement des gravats.

Toutefois, l'ensemble du processus ayant pris d'importants retards (sélection des investisseurs, délai de recours, fouilles archéologiques), la destruction des cabanons a elle aussi été retardée. Néanmoins, des appels d'offres ont été lancés dès le début de l'année 2011 pour entreprendre la démolition des cabanons qui aurait pu intervenir à partir du mois de juillet 2011. L'occupation des lieux à des fins de jardinage a toutefois débuté en mai 2011.

Question 2

Qui a occupé ces cabanons abandonnés durant les derniers mois, combien de personnes étaient-elles ?

Réponse : C'est au printemps 2011 que le collectif « la Bourdache » a investi le site des Prés-de-Vidy. Il a occupé plusieurs cabanons situés au nord de la parcelle. Contactés par des membres du réseau du collectif, des ressortissants de la communauté Rom de Lausanne ont rejoint, au mois d'avril 2011, les Prés-de-Vidy pour y occuper d'autres cabanons. Quelques semaines plus tard, des personnes au bénéfice d'un passeport espagnol mais d'origine d'Amérique centrale ont occupé d'autres cabanons encore libres.

Le nombre d'occupants du site a sans cesse évolué. La pointe du taux d'occupation a été atteinte au mois de novembre 2011 jusqu'aux environs de Noël, avec 4 à 5 membres du collectif de la Bourdache, une quarantaine de Roms et une vingtaine d'hispaniques.

Au moment de la fin de l'occupation, 3 ou 4 membres du collectif, une petite vingtaine de Roms et 5 ou 6 hispaniques restaient sur le site.

Question 3

Ces occupants avaient-ils des autorisations de séjour en règle ?

Réponse : Toutes les personnes contrôlées sur le site étaient en possession de pièces d'identité nationales en règle (Suisse, Espagne, Roumanie) leur permettant d'effectuer un séjour de trois mois consécutifs dans notre pays. En ce qui concerne les Roms, la soudaineté de leurs déplacements, tant en France qu'en Roumanie, rend impossible le contrôle de la durée de leur présence à Lausanne.

Question 4

La salubrité des cabanons, les critères sanitaires et sécuritaires étaient-ils acceptables ? La Ville a-t-elle permis le raccordement aux installations électriques ainsi qu'à la distribution d'eau ?

Réponse : Aucune installation sanitaire publique n'est implantée sur le site ou à proximité. Au mois d'août, deux familles Roms s'étaient unies pour construire des wc à sec à proximité de leur cabanon.

Les occupants des cabanons se rendent ponctuellement au Point d'eau, av. de Morges 19, pour y prendre une douche et y laver leurs habits. A cet endroit, ils peuvent également bénéficier d'une visite médicale.

Deux cabanons sont équipés de cheminées. Les occupants les ont utilisés pour cuisiner et se chauffer au bois. Les autres, par mesure de sécurité, se chauffent et cuisinent leurs repas en faisant chauffer de l'alcool à brûler dans des boîtes de conserve.

Les cabanons n'ont pas l'eau courante. L'eau est prise à un robinet situé vers les cabanons du collectif la Bourdache.

12 cabanons occupés par les Roms sont raccordés à l'électricité. Celle-ci était amenée, depuis un cabanon du collectif, par des cordons posés à même le sol. Selon un Rom résidant sur le site, une taxe mensuelle de 6 francs était perçue par le fournisseur de l'énergie, bâtiment gris au Nord du site, non identifié.

Question 5

Suite à la mesure d'expulsion, combien de personnes seront-elles relogées ? A quelles conditions et à quel prix ?

Réponse : A priori, le relogement était prévu uniquement dans le cadre d'une négociation avec les différentes parties, dans la perspective d'une libération du site à fin 2011 et uniquement pour une période temporaire (jusqu'au printemps 2012). Cette négociation n'a pas abouti et les occupants sont restés sur place jusqu'à fin mars 2012, date de leur expulsion définitive. Aucun des occupants n'a été relogé à la suite de cette expulsion.

Question 6

Est-il exact que la Ville a implanté en zone intermédiaire en direction de Rovéréaz, des Portakabin sans aucune autorisation de construction valable ?

Réponse :

1. Ce site est l'une des quatre implantations étudiées par la Municipalité. La présence antérieure d'une installation de chantier et l'absence d'habitations aux abords du site ont été déterminantes dans le choix de la Municipalité. Une telle implantation a été momentanément envisagée dans le cadre des négociations évoquées ci-dessus.
2. Des habitants du quartier conseillers communaux ont été consultés et ont donné leur accord de principe pour une utilisation temporaire du site. Un service de l'Etat a également été consulté. Toutefois il y a été renoncé et les occupants sont restés aux Prés-de-Vidy jusqu'à fin mars 2012. Dès lors, le projet de Rovéréaz devenait inutile et aucune construction, même temporaire, n'y a été réalisée.

Question 7

La Municipalité peut-elle confirmer les expulsions d'habités de l'abri de la Vallée de la Jeunesse pour reloger certaines personnes évacuées de Vidy ?

Réponse : Non, ce n'est pas le cas. Seuls les requérants d'asile et les NEM, qui ont par définition un logement, font l'objet d'une information qu'ils ne sont pas acceptés à cet endroit. De plus, le nombre de places a été augmenté pour faire face au grand froid et à la situation des Roms.

Question 8

Qui est compétent pour autoriser une construction en zone agricole, à quelques mètres d'une forêt, qui a délivré l'autorisation et selon quelle procédure ?

Réponse : la question ne s'est pas posée dans la mesure où cette éventualité ne s'est pas concrétisée et où la solution du maintien sur place aux Prés-de-Vidy a été préférée.

Question 9

Quels investissements ont-ils été nécessaires pour l'implantation de cette infrastructure et quelles en seront les charges annuelles d'exploitation ?

Réponse : Le coût total des travaux d'investissement s'est élevé à 73'000 francs. Vu le renoncement au site, il n'y a pas de charge d'exploitation.

Question 10

A quels postes budgétaires seront affectées les dépenses précitées ?

Réponse : Les dépenses ont été affectées au poste 6302.319 des comptes 2011.

Question 11

Pourquoi la Municipalité n'a-t-elle pas mis en œuvre une procédure simple concernant la désaffectation et la démolition des cabanons de Vidy évitant l'occupation illégale de ces dernières et l'expulsion immorale à la veille de Noël ?

Réponse : cette question rejoint largement la question 1 à laquelle il a été répondu en détail. Une fois les cabanons occupés, il n'existait pas d'autre solution que celle consistant à obtenir une décision du tribunal pour pouvoir procéder à l'expulsion. La Municipalité a de ce fait suivi la seule procédure possible pour mettre fin à l'occupation. Elle a par ailleurs agi pour permettre la mise en place d'une solution transitoire, pour la durée de l'hiver, évitant une expulsion à la veille de Noël et donnant aux occupants une solution temporaire jusqu'à fin mars 2012.

Lausanne, le 2 août 2012